



SOMMAIRE

Conjoncture

- L'inflation des dépenses de consommation ralentit
- Les prix de l'immobilier décèlent
- Les indices de confiance des consommateurs se redressent

Politiques macroéconomiques

- Jerome Powell durcit le ton contre l'inflation à Jackson Hole

Services financiers

- Le PCAOB annonce un accord sur l'audit des sociétés chinoises cotées aux États-Unis
- La Fed annonce le lancement prochain de son service de paiement *FedNow*

Brèves

CONJONCTURE

L'inflation des dépenses de consommation ralentit

Selon le *Bureau of Economic Analysis* (BEA), l'inflation des dépenses de consommation (Personal Consumption Expenditure, PCE) a reculé de 0,1 % en juillet (après +1 % en juin) et ralentit à 6,3 % sur douze mois glissants (après 6,8 % en juin). Sa composante sous-jacente (hors alimentation et énergie) a progressé de 0,1 % en juillet (après +0,6 % en juin) et de 4,6 % sur un an (après 4,8 %), en baisse sur quatre mois consécutifs.

L'indice des prix des biens a progressé en juillet de +0,2 %, de même que celui des services (+0,2 %). En glissement annuel, l'inflation des biens s'établit à 9,5 % et celle des services à 4,6 %.

Les prix de l'immobilier décèlent

Selon l'agence fédérale de financement du logement (*Federal Housing Finance Agency*) l'indice des prix de l'immobilier a progressé légèrement de 0,1 % au mois de juin 2022 (contre

+1,3 % en mai après révision) et de 16,2 % sur douze mois glissants (18,3 % en mai).

L'indice Case-Shiller publié par Standard & Poor's, qui porte sur les prix immobiliers des 20 plus grandes villes américaines, s'est établi en augmentation de 18,6 % en glissement annuel, après une croissance de 20,5 % en glissement annuel pour le mois de mai. Craig Lazzara, responsable des indices immobiliers de S&P, a rappelé que la décélération et le déclin étaient deux éléments distincts, et que les prix continuaient d'augmenter à un rythme soutenu.

Les indices de confiance des consommateurs se redressent

Selon l'University of Michigan, en août, l'indice de confiance des consommateurs s'est amélioré pour atteindre 58,2, au-dessus des attentes du marché (55,2), après trois mois de baisse consécutive. La hausse de la confiance des consommateurs s'observe dans toutes les catégories d'âge, de qualification, de salaires, d'origine géographique et d'affiliation politique.

De même, le Conference Board, think-tank spécialisé dans les enquêtes et sondages, a publié son [indice](#) révélant également une progression de la confiance des consommateurs américains à 145,4 en août, contre 139,7 en juillet. L'indice des

anticipations des perspectives économiques à court terme est, quant à lui, à 75,1, après 65,6 en juillet, soit le niveau le plus élevé depuis quatre mois.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Jerome Powell durcit le ton contre l'inflation à Jackson Hole

Dans son [discours](#) introductif au symposium de Jackson Hole, réunion annuelle des banquiers centraux, Jerome Powell a souligné l'importance du maintien de la stabilité des prix afin d'assurer une expansion durable et stable de l'économie. Pour cela, il a indiqué devoir maintenir une politique monétaire restrictive afin de ramener l'inflation vers sa cible de 2 %, malgré le coût de ce resserrement monétaire pour l'économie. Le président de la Fed a tout de même souligné que l'économie américaine conservait une certaine vigueur, et qu'il serait à un moment possible de ralentir le rythme du resserrement monétaire.

S'appuyant sur des leçons tirées des expériences passées, J. Powell a mis en garde contre le risque

d'assouplir prématurément la politique monétaire, rappelant que les banques centrales devaient s'engager « inconditionnellement » à assurer la stabilité des prix. Il a souligné qu'une action résolue et lisible des banques centrales était indispensable pour éviter l'écueil d'une inflation durable qui rendrait le retour à la normale très délicat.

Ce durcissement de ton du président de la Fed a entraîné vendredi une chute brutale des principaux indices boursiers américains. L'indice Dow Jones a reculé de 3,0 %, le S&P 500 de 3,4 % et le Nasdaq Composite de 3,9 %. Le rendement des obligations souveraines à 10 ans a quant à lui augmenté à 3,1 % (+8 pb), et celui à 2 ans à 3,4 % (+2 pb).

SERVICES FINANCIERS

Le PCAOB annonce un accord sur l'audit des sociétés chinoises cotées aux États-Unis

Le 26 août, le *Public Company Accounting Oversight Board* (PCAOB), régulateur américain des auditeurs placé au sein de la *Securities and Exchange Commission* (SEC – l'autorité des marchés financiers), a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec le ministère des finances chinois et la *China Securities Regulatory Commission* (CSRC). Cet accord vise à permettre au PCAOB d'effectuer des contrôles sur l'audit des sociétés chinoises cotées aux États-Unis.

Trois points de l'accord sont mis en avant par le PCAOB : (i) la liberté du PCAOB de déterminer les enquêtes qu'il souhaite mener ; (ii) la mise en place de procédures permettant au PCAOB de consulter les documents d'audit des sociétés et de conserver certaines informations ; (iii) le droit

du PCAOB d'interroger directement les personnels liés aux audits des sociétés chinoises sur lesquelles des enquêtes sont en cours.

Le PCAOB et le président de la SEC, qui a [commenté](#) cet accord, soulignent toutefois qu'il ne s'agit que d'une première étape et que les premières inspections, qui seront menées par le PCAOB en Chine et à Hong-Kong mi-septembre, constitueront un premier test du respect des engagements chinois. Ils rappellent également que les dispositions du *Holding Foreign Companies Accountable Act* (HFCAA), adopté par le Congrès en 2020, prévoient un accès « complet » des enquêteurs du PCAOB aux audits des émetteurs, faute de quoi ceux-ci devront être exclus de la cote américaine en 2024. Le PCAOB devra publier une évaluation de la situation à la fin de l'année 2022.

La Fed annonce le lancement prochain de son service de paiement FedNow

La Fed a [annoncé](#) le 29 août que son service FedNow devrait entrer en production entre mai et juillet 2023. Le projet FedNow vise à moderniser le système de paiement interbancaire de la Fed, en offrant notamment un fonctionnement permanent (24/7 sur 365 jours) et un règlement quasi-immédiat (au lieu de 2 à 3 jours actuellement).

Lael Brainard, vice-présidente de la Fed, a [appelé](#) les institutions financières à anticiper dès à présent ce changement et à développer des outils permettant de tirer rapidement profit de cette avancée. 120 institutions participent d'ores-et-déjà au programme pilote de FedNow.

Lael Brainard a également précisé que des travaux étaient menés en collaboration avec le réseau Real-Time Payments (RTP), une initiative de règlement interbancaire concurrente développée par le secteur privé, afin d'assurer l'interopérabilité des deux services.

BREVES

- Le 26 août, la SEC a [annoncé](#) le renforcement de son programme d'incitation des lanceurs d'alerte. La SEC pourra désormais augmenter le montant des récompenses offertes aux lanceurs d'alerte et recueillir les informations collectées par d'autres agences fédérales.
- Le 29 août, la SEC a [publié](#) une série d'observations relatives à la garantie d'indépendance des cabinets d'audit. La SEC attire l'attention de ces sociétés sur les risques de conflits d'intérêts liés à des restructurations envisagées par certaines d'entre elles, en particulier l'entrée au capital de nouveaux investisseurs.
- Le 26 août, le Bank Policy Institute (BPI) et l'American Bankers Association (ABA), deux organisations représentant les intérêts des banques, ont adressé une [lettre](#) à l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), le régulateur des *national banks*, pour lui demander de préserver la capacité des banques à engager, sous certaines conditions, des activités liées aux crypto-actifs. Cette demande fait suite à une [lettre](#) adressée début août par plusieurs sénateurs démocrates, dont Bernie Sanders et Elizabeth Warren, enjoignant à l'OCC de revoir ses lignes directrices en la matière. Les activités bancaires visées sont notamment les services de conservation de crypto-actifs et la détention de dépôts utilisés comme actifs de réserve de *stablecoins*.
- Le 30 août, Raja Krishnamoorthi, président de la sous-commission de la politique économique au sein de la commission de la supervision de la Chambre des représentants, a [adressé](#) une lettre à quatre administrations fédérales (*Treasury*, SEC, CFTC et FTC) et à cinq places de marché de crypto-actifs (Coinbase, Binance US, FTX, Kraken, KuCoin), pour leur demander des informations sur les dispositifs qu'elles déploient pour lutter contre les fraudes sur le marché des crypto-actifs. Par ailleurs, le *Federal Bureau of Investigation* (FBI) a [publié](#) une alerte soulignant l'usage croissant des plateformes de finance décentralisée dans le cadre des cyberattaques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international